

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 juillet 2024
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice		
• Nombre	54	
• Voix	323	
Présents		
• Nombre	31	
• Voix	202	
Pouvoirs		
• Nombre	3	
• Voix	29	
Majorité simple selon article 11.2 des statuts		

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	34	
• Voix	231	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Affaires générales - Ressource en eau - Stockage de l'eau, stratégie de réalimentation du bassin de bassin Adour et modèle économique des réservoirs de soutien d'étiage multi-usages

Exposé des motifs :

Le présent vœux entend réaffirmer au travers de l'Institution Adour, la solidarité des collectivités départementales pour que le soutien d'étiage ne soit pas supporté par les seuls préleveurs mais bien par tous les usages et usagers, tant directs qu'indirects, sur tous les axes confortés par des volumes d'eau stockée.

Cet enjeu est de taille pour le bassin puisque sur les quatre départements et les 21 ouvrages de réalimentation à vocation multi-usages des affluents de l'Adour compris dans la délégation de service public, la capacité utile de stockage est de 70 millions de mètres cubes dont seize millions réservés exclusivement au milieu (autour de 20%) dans les règlements d'eau des ouvrages.

A l'heure actuelle, tous les investissements sur les ouvrages de soutien d'étiage du bassin Adour sont financés en totalité par les Départements (création, réparations, améliorations), avec le soutien financier de l'agence de l'eau Adour-Garonne pour les constructions neuves ou pour les travaux de rétablissement des débits de réalimentation de la retenue du Louet (plan de relance).

Pour ce qui concerne les coûts de fonctionnement, ils sont intégralement à la charge des préleveurs, à savoir quasi exclusivement des irrigants (98%). La gestion des ouvrages de réalimentation est externalisée au travers d'une concession de service public (CSP) pour un coût d'environ 2,5 M€.

Considérant que la redevance perçue auprès des préleveurs par le délégataire Eaux et Rivières du Sud-Ouest (anciennement CACG) est calculée selon la structure tarifaire contractuelle :

- part fixe indexée au quota (variant entre 1 440 m³/ha et 2 100 m³/ha),
- part proportionnelle au volume prélevé (tranche 1 de 0 à 60% du quota, tranche 2 de 60 à 100% du quota et, le cas échéant, majoration pour dépassement du quota),

Considérant que le calcul d'équilibre de la CSP est réalisé sur la base de la consommation moyenne de chaque axe, sur les 5 ans années précédant la nouvelle CSP,

Considérant l'urgence de refonder le modèle de prise en charge financière du fonctionnement de ces réservoirs pour tenir compte de tous les usages mais aussi des services rendus et aménités environnementales,

Considérant que, dans cet objectif, l'Institution Adour, sous le pilotage du comité de bassin Adour-Garonne, participe depuis 2022 à une réflexion et une expérimentation pour définir de nouvelles modalités et de nouveaux outils de financement public pour les volumes dédiés au soutien d'étiage au titre de l'intérêt général (bon état des milieux et salubrité),

Considérant l'implication financière des Conseils départementaux du bassin dans les projets de territoire pour la gestion de l'eau, dont l'ambition vise à retrouver un équilibre durable et tenable à l'horizon 2050 au profit de tous les usages,

Considérant le Plan Eau du gouvernement et notamment la mesure n°12 relative aux compteurs avec télétransmission,

Considérant la nouvelle concession de service public prévoyant l'installation sur chaque point de prélèvement de compteurs communicants et ce dans un objectif d'optimisation de la gestion de la ressource en période de basses-eaux,

Considérant, les missions confiées aux EPTB par l'article L.213-12 du code de l'environnement, notamment concernant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau qui doit s'inscrire dans les principes de solidarité territoriale.



Après en avoir délibéré, l'EPTB Institution Adour

- avec l'appui des conseils départementaux membres historiques, sollicite de nouveau le comité de bassin et son président, Monsieur Alain Rousset, ainsi que Monsieur le Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne, et les services de la DREAL de bassin, pour que les travaux sur le nouveau modèle économique aboutissent rapidement et qu'une participation financière, au titre des volumes d'eau d'intérêt général, vienne en atténuation des coûts de fonctionnement assumés à ce jour exclusivement par les préleveurs de notre bassin Adour (qui à 98% sont des irrigants).
- demande que le sous-bassin Adour soit déclaré territoire d'expérimentation dans le cadre de l'étude du nouveau modèle économique du soutien d'étiage au même titre que la Garonne ou la Neste.
- demande que dès 2025, puisse intervenir de façon transitoire, un financement public au titre de l'intérêt général, dans l'attente des conclusions de l'étude sur le « nouveau modèle économique de soutien d'étiage », pour la part des volumes de réalimentation exclusivement dédiés au soutien d'étiage tel qu'inscrit dans les règlements d'eau des ouvrages de réalimentation de l'Adour.
- sollicite un accompagnement financier de l'agence de l'eau pour le déploiement des compteurs communicants sur l'ensemble du bassin afin d'optimiser la gestion du suivi de l'étiage et de la ressource en période de basses-eaux.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE